Baisse des dépenses publiques et réformes sociales, les conditions du retour de la croissance et de l’emploi

Publié le 19 janvier 2017

Le MEDEF ne soutient – et ne soutiendra – aucun candidat à la présidence de la République. Il évaluera les programmes économiques de chacun d'entre eux à la lumière de deux objectifs structurants, le retour à une croissance forte et au plein emploi pour notre pays.

Le MEDEF rappelle que la baisse des dépenses publiques est une condition indispensable à l’atteinte de ces objectifs

Contrairement à certaines idées reçues toujours vivaces, le Medef ne soutient – et ne soutiendra – aucun candidat à la présidence de la République.

Le Medef évaluera ainsi au fur et à mesure qu'ils seront connus les éléments des programmes économiques de chaque candidat, à la lumière de deux objectifs structurants : le retour à une croissance forte et au plein emploi pour notre pays.

Par ailleurs, le Medef rappelle que la baisse des dépenses publiques est une condition indispensable à l’atteinte de ces objectifs : notre pays ne peut continuer à garder 57% du PIB en dépenses publiques, ce qui est un record d’Europe. Cela passera notamment par une évaluation des missions conduites par la sphère publique et donc une révision du nombre de fonctionnaires. Le Medef continuera à faire des propositions dans les semaines qui viennent sur ce sujet.

La baisse des dépenses publiques permettra d'augmenter les marges des entreprises françaises (en moyennes très inférieures aux entreprises européennes), afin qu'elles investissent et se développent plus fortement et plus rapidement, ce qui permettra de générer croissance et création de emploi.

En parallèle une simplification rapide du droit social est nécessaire pour recréer une dynamique d’embauches en France.

Lire la tribune de Pierre Gattaz sur la baisse des dépenses publiques